



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 2 novembre 2016 — N° 203

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Maskinongé sur le sujet suivant : *Souligner l'initiative « Bon appétit Maski ».*
- Le député de Bonaventure sur le sujet suivant : *Félicitations à Maryse Beaudin, la Super Mom du mois de septembre.*
- Le député de Jean-Lesage sur le sujet suivant : *Souligner le 40^e anniversaire du Service d'entraide Roc-Amadour.*
- Le député de Beauce-Nord sur le sujet suivant : *Souligner la détermination de la famille Saint-Hilaire de Saint-Odilon.*
- La députée de Chauveau sur le sujet suivant : *Souligner l'excellence des athlètes de Chauveau aux derniers Jeux du Québec.*
- Le député de Verchères sur le sujet suivant : *30^e anniversaire de l'Association des enfants et adultes handicapés de Boucherville et Varennes.*
- Le député de Saint-Maurice sur le sujet suivant : *Félicitations à Mme Line Lecours et M. Denis Morin, qui ont reçu l'Ordre du mérite scolaire de la Commission scolaire de l'Énergie.*
- Le député de Masson sur le sujet suivant : *Remise de bourses de la Fondation du Cégep à Terrebonne.*
- La députée des Mille-Îles sur le sujet suivant : *Souligner la Semaine nationale des proches aidants.*
- La députée de Bourassa-Sauvé sur le sujet suivant : *Hommage à M. Patrice Rodriguez.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
b) rapports de commissions
c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

Motion du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire proposant l'adoption du projet de loi n° 110, Loi concernant le régime de négociation des conventions collectives et de règlement des différends dans le secteur municipal.

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) **Projet de loi n° 27**
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**
- 2) **Projet de loi n° 49**
Loi assurant la mise en œuvre de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sur la gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **11 juin 2015**
- 3) **Projet de loi n° 53**
Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 26 mai 2015
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le **19 octobre 2016**

- 4) Projet de loi n° 56*
Loi sur la transparence en matière de lobbyisme
Présenté par le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 juin 2015**

* **Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 5) Projet de loi n° 62
Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes
Présenté par la ministre de la Justice le **10 juin 2015**

- 6) Projet de loi n° 63
Loi concernant la vérification de l'identité des personnes incarcérées au moyen de leurs empreintes digitales
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **28 octobre 2015**

- 7) Projet de loi n° 72
Loi concernant la suspension des élections scolaires partielles
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le **11 novembre 2015**

- 8) Projet de loi n° 79*
Loi donnant suite au rapport du comité indépendant L'Heureux-Dubé et prévoyant les conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale à compter de la 42^e législature
Présenté par le leader parlementaire du gouvernement et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 novembre 2015**

* **Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 9) Projet de loi n° 85
Loi visant l'implantation de deux pôles logistiques et d'un corridor de développement économique aux abords de l'autoroute 30 ainsi que le développement des zones industrialo-portuaires de la région métropolitaine de Montréal
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **4 décembre 2015**

- 10) Projet de loi n° 86**
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le 4 décembre 2015
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le **7 avril 2016**
- 11) Projet de loi n° 96**
Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et la Loi sur le curateur public en matière de protection des personnes
Présenté par le ministre de la Famille le **7 juin 2016**
- 12) Projet de loi n° 102***
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin de moderniser le régime d'autorisation environnementale et modifiant d'autres dispositions législatives notamment pour réformer la gouvernance du Fonds vert
Présenté par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le **7 juin 2016**
-
- * Recommandation du lieutenant-gouverneur**
- 13) Projet de loi n° 107**
Loi visant à accroître la compétence et l'indépendance du commissaire à la lutte contre la corruption et du Bureau des enquêtes indépendantes ainsi que le pouvoir du directeur des poursuites criminelles et pénales d'accorder certains avantages à des témoins collaborateurs
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **8 juin 2016**
- 14) Projet de loi n° 108***
Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 8 juin 2016
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le **4 octobre 2016**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 15) Projet de loi n° 109**
Loi accordant le statut de capitale nationale à la Ville de Québec et augmentant à ce titre son autonomie et ses pouvoirs
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **8 juin 2016**
- 16) Projet de loi n° 113**
Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière d'adoption et de communication de renseignements
Présenté par la ministre de la Justice le **6 octobre 2016**
- 17) Projet de loi n° 114**
Loi modernisant la gouvernance des musées nationaux
Présenté par le ministre de la Culture et des Communications le **20 octobre 2016**
- 18) Projet de loi n° 115**
Loi visant à lutter contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité
Présenté par la ministre responsable des Aînés et de la Lutte contre l'intimidation le **19 octobre 2016**
- 19) Projet de loi n° 119**
Loi visant à favoriser la résolution de différends en lien avec une entente intermunicipale relative à des services de police
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **1^{er} novembre 2016**

Étude détaillée en commission

- 20) Projet de loi n° 70**
Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 10 novembre 2015
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 18 février 2016
Principe adopté le **10 mars 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

- 21) Projet de loi n° 87**
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 2 décembre 2015
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 17 février 2016
Principe adopté le **18 février 2016**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 22) Projet de loi n° 92**
Loi visant à accroître les pouvoirs de la Régie de l'assurance maladie du Québec et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 6 avril 2016
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 17 mai 2016
Principe adopté le **26 mai 2016**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 23) Projet de loi n° 98**
Loi modifiant diverses lois concernant principalement l'admission aux professions et la gouvernance du système professionnel
Présenté par la ministre de la Justice le 11 mai 2016
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 22 septembre 2016
Principe adopté le **27 septembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 24) Projet de loi n° 99**
Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions
Présenté par la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie le 3 juin 2016
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 6 octobre 2016
Principe adopté le **19 octobre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

- 25) Projet de loi n° 105
Loi modifiant la Loi sur l’instruction publique
Présenté par le ministre de l’Éducation, du Loisir et du Sport le 9 juin 2016
Rapport de la Commission de la culture et de l’éducation (consultations) déposé le 27 septembre 2016
Principe adopté le **28 septembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l’éducation
- 26) Projet de loi n° 106
Loi concernant la mise en œuvre de la Politique énergétique 2030 et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre de l’Énergie et des Ressources naturelles le 7 juin 2016
Rapport de la Commission de l’agriculture, des pêcheries, de l’énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 20 septembre 2016
Principe adopté le **6 octobre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l’agriculture, des pêcheries, de l’énergie et des ressources naturelles

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

- 27) Projet de loi n° 110
Loi concernant le régime de négociation des conventions collectives et de règlement des différends dans le secteur municipal
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l’Occupation du territoire le 10 juin 2016
Rapport de la Commission de l’aménagement du territoire (consultations) déposé le 20 septembre 2016
Principe adopté le 22 septembre 2016
Rapport de la Commission de l’aménagement du territoire adopté le 27 octobre 2016
Vote reporté le **1^{er} novembre 2016**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 28)** Projet de loi n° 190
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires âgés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**
- 29)** Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**
- 30)** Projet de loi n° 193
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**
- 31)** Projet de loi n° 194
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**
- 32)** Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**
- 33)** Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1^{er} octobre 2014**
- 34)** Projet de loi n° 197
Loi visant à réduire les coûts d'approvisionnement en médicaments au Québec
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**

- 35) Projet de loi n° 390
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**
- 36) Projet de loi n° 392
Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre
Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**
- 37) Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d'infraction
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**
- 38) Projet de loi n° 395
Loi sur l'observateur de l'intégrisme religieux
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**
- 39) Projet de loi n° 396
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**
- 40) Projet de loi n° 397
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**
- 41) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**
- 42) Projet de loi n° 399
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**
- 43) Projet de loi n° 490
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**

- 44) Projet de loi n° 491
Loi visant à mettre fin aux frais accessoires par la modification de diverses dispositions législatives
Présenté par la députée de Taillon le **21 octobre 2015**
- 45) Projet de loi n° 494
Loi sur la protection des contribuables
Présenté par le député de Granby le **28 mai 2015**
- 46) Projet de loi n° 495
Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement
Présenté par le député de Granby le **3 décembre 2015**
- 47) Projet de loi n° 496
Loi concernant la protection des lanceurs d'alerte
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **22 octobre 2015**
- 48) Projet de loi n° 497
Loi visant à responsabiliser les détenus quant aux coûts de leur détention
Présenté par le député de Beauce-Nord le **4 novembre 2015**
- 49) Projet de loi n° 498
Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et la Loi sur les permis d'alcool afin de créer un permis d'agriculteur distillateur
Présenté par le député de Granby le **26 novembre 2015**
- 50) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général
Présenté par le député de Lac-Saint-Jean le **9 mars 2016**
- 51) Projet de loi n° 591
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par le député de Borduas le **25 février 2016**
- 52) Projet de loi n° 592
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par le député de Borduas le **9 mars 2016**

- 53) Projet de loi n° 593
Loi visant à contrer le taxi illégal
Présenté par la députée de Vachon le **18 février 2016**
- 54) Projet de loi n° 594
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **25 février 2016**
- 55) Projet de loi n° 595
Loi visant à protéger l'accès aux établissements où se pratiquent des interruptions volontaires de grossesse
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **24 février 2016**
- 56) Projet de loi n° 596
Loi modifiant le Code civil afin de rendre imprescriptibles les recours judiciaires pour les victimes d'agression à caractère sexuel
Présenté par le député de Borduas le **16 mars 2016**
- 57) Projet de loi n° 597
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption afin que le commissaire à la lutte contre la corruption soit une personne désignée par l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Borduas le **20 avril 2016**
- 58) Projet de loi n° 598
Loi modifiant le Code civil en matière d'état civil pour permettre le changement de mention du sexe des enfants transgenres
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **12 mai 2016**
- 59) Projet de loi n° 599
Loi visant à contrer l'accaparement des terres agricoles
Présenté par le député de Berthier le **26 mai 2016**
- 60) Projet de loi n° 690
Loi modifiant la Loi sur la police afin de minimiser les coûts des services de police sans compromettre la sécurité de la population et de faciliter le partage de ces services entre les corps de police
Présenté par le député de Blainville le **24 mai 2016**

61) Projet de loi n° 691
Loi visant à interdire la facturation de frais accessoires pour des services assurés
Présenté par la députée de Taillon le **25 mai 2016**

62) Projet de loi n° 693
Loi modifiant la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État afin de favoriser la présence de jeunes au sein des conseils d'administration des sociétés d'État
Présenté par le député de Sainte-Rose le **10 juin 2016**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

63) Projet de loi n° 204
Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel
Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

64) Projet de loi n° 209
Loi concernant la Ville de Mascouche
Présenté par le député de Masson le **14 mai 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

65) Projet de loi n° 211
Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins
Présenté par le député de Terrebonne le **29 octobre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 66) Projet de loi n° 214
Loi concernant la Ville de Drummondville
Présenté par le député de Drummond–Bois-Francs le **12 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

- 67) 1^{er} novembre 2016
Motion de la députée de Montarville :

QUE l'Assemblée nationale reconnaisse les lacunes importantes du Québec en matière d'intégration, de francisation et d'employabilité des immigrants;

QU'elle demande au gouvernement de réduire à 40 000 les seuils annuels d'immigration, d'accentuer les efforts consacrés à l'intégration et à la francisation des immigrants et de mettre en place des cours obligatoires de francisation pour les nouveaux arrivants.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition d'Investissement Québec concernant le chapitre 1 du rapport du Vérificateur général de juin 2016 intitulé « Investissement Québec : information sur la rentabilité financière et la performance économique ».
- Audition du ministère de la Culture et des Communications concernant la gestion administrative et les engagements financiers du ministère et de la Régie du cinéma.
- Audition de la Société des alcools du Québec concernant le chapitre 6 du rapport du Vérificateur général du printemps 2016 intitulé « Société des alcools du Québec : achat et vente de boissons alcooliques et performance ».
- Audition de la Régie du logement concernant sa gestion administrative et ses engagements financiers et en suivi du chapitre 4 du rapport du Vérificateur général du printemps 2016 intitulé « Régie du logement : traitement des demandes ».
- Audition du secrétariat du Conseil du trésor concernant sa gestion administrative et ses engagements financiers et en suivi du chapitre 7 du rapport du Vérificateur général du printemps 2016 intitulé « Système électronique d'appel d'offres au gouvernement du Québec ».

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 106**, Loi concernant la mise en œuvre de la Politique énergétique 2030 et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 6 octobre 2016).

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Mascouche (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 211**, Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins (mandat confié le 29 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Drummondville (mandat confié le 12 novembre 2015).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 105**, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique (mandat confié le 28 septembre 2016).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 114**, Loi modernisant la gouvernance des musées nationaux (mandat confié le 1^{er} novembre 2016).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 70**, Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi (mandat confié le 10 mars 2016).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Régie du bâtiment du Québec.
- Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies.
- Fonds de recherche du Québec – Santé.
- Fonds de recherche du Québec – Société et culture.

Mandat d'initiative

- Audition du Regroupement activistes pour l'inclusion Québec.
- Étudier le processus ayant mené à la vente des actions de RONA par Investissement Québec.
- Dresser le bilan du Carnet de référence de la Commission de la construction du Québec et son impact sur les phénomènes d'intimidation et de discrimination syndicale sur les chantiers de construction du Québec.

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 87**, Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics (mandat confié le 18 février 2016).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 693**, Loi modifiant la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État afin de favoriser la présence de jeunes au sein des conseils d'administration des sociétés d'État (mandat confié le 27 octobre 2016).

Mandat d'initiative

- Le phénomène du recours aux paradis fiscaux.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 98**, Loi modifiant diverses lois concernant principalement l'admission aux professions et la gouvernance du système professionnel (mandat confié le 27 septembre 2016).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 62**, Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes (mandat confié le 5 octobre 2016).

Mandat conféré par une loi

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale.
- La place des femmes en politique.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 92**, Loi visant à accroître les pouvoirs de la Régie de l'assurance maladie du Québec et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 26 mai 2016).
- **Projet de loi n° 99**, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions (mandat confié le 19 octobre 2016).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 102**, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin de moderniser le régime d'autorisation environnementale et modifiant d'autres dispositions législatives notamment pour réformer la gouvernance du Fonds vert (mandat confié le 1^{er} novembre 2016).

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Interpellation :

- De la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques au ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports sur le sujet suivant : *Le Réseau électrique métropolitain (REM) et son impact global sur le développement et le financement des transports collectifs au Québec* (avis donné le 27 octobre 2016).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

196) Mme David (Gouin) – **4 octobre 2016**
Au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

En commission parlementaire, le ministre a argumenté auprès de l'opposition que le Programme objectif emploi, prévu dans le projet de loi 70, doit contenir des mesures de « réciprocité » et des pénalités financières. Pour soutenir ce qu'il avance, monsieur le ministre s'est référé maintes fois au fait que les programmes actuels ont de mauvais taux de participation. Pour faire suite à ces discussions, je questionne le gouvernement sur les renseignements statistiques en lien avec les débats entourant le Programme objectif emploi.

Afin d'avoir un débat plus serein et éclairé, je demande au ministre de produire les statistiques suivantes pour les trois dernières années civiles (2013 à 2015) :

1. Combien de personnes ont déposé une demande d'aide sociale?
2. Parmi ces personnes, combien :
 - a. ont été jugées en contraintes temporaires ou en contraintes sévères?
 - b. ont quitté l'aide sociale à l'intérieur d'un an?
 - c. ont participé à une mesure d'aide à l'emploi?
 - i. et quelles mesures?
 - ii. avec quels organismes (le CLE directement, les CJE, les groupes d'insertion, etc.)?
 - iii. pour quelle durée de participation?
 - d. ont complété ou abandonné ces mesures?
 - i. pour quels motifs en cas d'abandon?

Le ministre peut-il nous transmettre ces statistiques de manière ventilée et avec les références, notamment sur la situation familiale, le genre, l'âge, la région, le niveau de scolarité atteint, citoyenneté, etc.?

- 199) M. Roberge (Chambly) – **18 octobre 2016**
Au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Le 31 août 2016, j'ai tenu une conférence de presse au sujet du transfert des enfants de 1^{re} et 2^e année fréquentant l'école de Saint-Sauveur, située à moins de 3 kilomètres de leurs lieux de résidence, vers l'école Saint-Joseph à Sainte-Adèle, ce qui représente un voyage de plus de 12 kilomètres.

Il s'agit d'une cause qui tient à cœur à un ensemble d'intervenants régionaux. Un citoyen de Piedmont, les maires de Piedmont et de Saint-Sauveur, ainsi que trois maires de la MRC des Pays-d'en-Haut appuyaient la démarche.

J'ai réclamé du leadership de la part du ministre de l'Éducation, rappelant que la Commission scolaire des Laurentides n'a même pas daigné consulter quiconque concernant le manque d'espaces pour les élèves de Piedmont et les options envisageables sur le territoire de la Ville de Saint-Sauveur.

Depuis, la rentrée scolaire a eu lieu et aucune intervention n'a été faite de la part du ministre. Les enfants concernés ont été transférés à Sainte-Adèle.

Par souci de transparence, le ministre de l'Éducation peut-il nous dire s'il a l'intention d'intervenir auprès de la Commission scolaire des Laurentides en l'incitant à mettre en place un projet particulier afin de respecter le choix des parents et des enfants de Piedmont?

- 200) M. Roberge (Chambly) – **18 octobre 2016**
Au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Encore aujourd'hui, la dysphasie est un mal méconnu. La dysphasie est définie comme un trouble persistant du langage qui affecte la compréhension et l'expression du message verbal. Celle-ci n'est pas la conséquence d'un manque de stimulation, d'un déficit sensoriel, ni d'une déficience intellectuelle. Ce trouble du langage peut avoir des répercussions dans plusieurs sphères de la vie de l'enfant, notamment au courant de sa scolarisation, puisque ce dernier peine à s'exprimer et à comprendre tout ce qui a trait au langage.

Au Québec, on estime que 9,4% des enfants âgés de 5 ans en sont atteints. De ce nombre, 72% seront toujours aux prises avec la dysphasie à l'âge de 12 ans.

De grands pas ont déjà été faits pour venir en aide aux gens atteints de dysphasie. En 1988, le Ministère de l'Éducation reconnaissait pour la première fois les élèves dysphasiques parmi les élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage, communément désignés sous l'acronyme EHDAA.

Mais il reste encore beaucoup de chemin à faire, notamment pour sensibiliser la population à ce handicap plutôt discret, et qui est très souvent présent avec des troubles associés, tels la dyslexie, le TDAH ou la dyscalculie, par exemple. À cette fin, Dysphasie Lanaudière et le Regroupement Langage-Québec ont eu la judicieuse idée d'organiser, du 10 au 17 octobre prochain, la toute première Semaine québécoise de la dysphasie et de la dyspraxie verbale.

Le ministre peut-il s'engager à rencontrer les responsables du Regroupement Langage-Québec afin de se mettre au fait des problématiques auxquelles font face les jeunes atteints de dysphasie ainsi que leur entourage?

Le ministre peut-il s'engager à inscrire officiellement sur son site Web, dans l'onglet Événements – Dates Importantes, la Semaine québécoise de la dysphasie et de la dyspraxie verbale afin d'aider à la sensibilisation de la population face à cette problématique qui affecte près d'un jeune sur dix au Québec?

201) Mme David (Gouin) – **18 octobre 2016**

Au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Le Sommet sur l'alimentation, que le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation organisera en 2017, risque d'être un moment fort pour l'amélioration de la sécurité alimentaire au Québec. Le ministre insistera très certainement sur les problématiques majeures que vivent de nombreux citoyens et de nombreuses citoyennes.

Comme il n'y aura pas de meilleur endroit pour discuter des enjeux de fond sur l'alimentation, le ministre va-t-il s'assurer de mettre le thème de la sécurité alimentaire au cœur de son sommet? Va-t-il couvrir la problématique qui touche de plus en plus de personnes, soit celle de la faim?

Sachant que la production agricole pourrait très facilement nourrir adéquatement tous les Québécois et toutes les Québécoises, le ministre va-t-il aborder, lors du Sommet sur l'alimentation, le sujet du gaspillage alimentaire?

Enfin, le ministre va-t-il tenter de chercher des solutions au sous-financement des organismes communautaires qui œuvrent en sécurité alimentaire?

202) Mme David (Gouin) – **18 octobre 2016**

À la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie

Au Québec, il y a plus de 1,7 million de demandes d'aide auprès des banques alimentaires et 163 152 personnes différentes par mois dont 36 % sont des enfants. Depuis l'élection du gouvernement libéral en 2014, on compte une augmentation de 4 % de ces demandes au Québec. Alors que le salaire minimum est maintenu sous le seuil de faible revenu et que le chèque d'aide sociale ne couvre pas les besoins fondamentaux des personnes les plus pauvres de la société québécoise, de plus en plus de familles québécoises ont faim. Les organismes en sécurité alimentaire ne fournissent plus à la demande. Tous les organismes qui font de la sécurité alimentaire ne sont pas nécessairement des organismes qui ont une mission centrale en sécurité alimentaire, mais ceux pour qui c'est le cas sont dans la catégorie « Personnes démunies » du Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC). Alors que la moyenne obtenue par l'ensemble des organismes financés via le PSOC est de 206 055\$ par année, le budget moyen de la catégorie « Personnes démunies » est de 60 000\$ par année, ce qui est nettement insuffisant. Pour ajouter à la précarité des organismes offrant des services en sécurité alimentaire, ceux-ci viennent d'apprendre que la banque alimentaire Moisson Montréal imposera dorénavant des frais d'administration de 250 000 \$ aux 300 organismes qu'elle dessert en denrées sur l'île. Les organismes, déjà sous-financés par Québec, ne pourront acquitter cette nouvelle facture. Il est assez ironique que ceux qui s'occupent des plus pauvres soient aussi les plus pauvres, surtout que la pauvreté s'accompagne régulièrement de problématiques multiples (problèmes de toxicomanie, problèmes de santé physique et mentale, détresse psychologique, stress, etc.) et qu'il faut des employés qualifiés pour les accueillir et répondre à leurs besoins, pour un mieux-être collectif. Ces organismes font le travail du gouvernement depuis bien des années et il est grand temps que celui-ci se soucie de la faim au Québec.

À la lumière des éléments portés à l'attention de la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie, nous souhaitons qu'elle réponde aux questions suivantes :

1. Est-ce que la ministre est au fait que les organismes de la catégorie « Personnes démunies », soit ceux qui font face à l'incertitude grandissante de la population de pouvoir subvenir à ses besoins alimentaires de base, sont les moins financés du PSOC?
2. Si tel est le cas, est-ce que la ministre s'engage à rehausser immédiatement le PSOC des organismes de la catégorie « Personnes démunies » et nous donner une date formelle de son entrée en vigueur?
3. De quelle façon la ministre compte réagir à la précarité de l'ensemble des groupes en sécurité alimentaire et à l'augmentation constante des demandes d'aide alimentaire?
4. Sachant que les causes de l'insécurité alimentaire sont la pauvreté, le coût élevé des loyers, le manque de logements sociaux, la mobilité restreinte, la limitation physique, les problèmes de santé mentale, le coût élevé des aliments, les revenus insuffisants, les compétences et connaissances alimentaires insuffisantes, à long terme, le gouvernement s'engage-t-il à améliorer la situation financière des familles québécoises (hausse du salaire minimum, abandon de l'idéologie de l'austérité, investissement dans les services publics)? Si oui, la ministre peut-elle nous faire savoir quand ces changements se réaliseront? Sinon, qu'entend faire la ministre pour pallier à ces problèmes?

203) M. Picard (Chutes-de-la-Chaudière) – **20 octobre 2016**
À la ministre responsable du Travail

Le projet de loi n° 53, actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires, prévoit notamment l'abrogation du Décret sur les coiffeurs de la région de l'Outaouais ainsi que tous les règlements qui en découlent.

Est-ce que le ministère du Travail et/ou la ministre responsable du Travail ont procédé à une analyse détaillée des impacts, entre autres des impacts économiques, qui découlent de l'abrogation du Décret sur les coiffeurs de la région de l'Outaouais? Le cas échéant, est-il possible d'obtenir une copie de cette analyse?

204) M. Turcotte (Saint-Jean) – **20 octobre 2016**
Au ministre de la Sécurité publique

Au cours des deux dernières décennies, la région du Haut-Richelieu a été durement touchée par des catastrophes naturelles d'envergure qui ont eu des impacts significatifs pour les communautés que je représente. En effet, mes concitoyens ont fait face au grand verglas de 1998 et ils ont été aux prises avec d'importantes inondations causées par le débordement du lac Champlain et de la rivière Richelieu en 2011.

La présence de la direction et des bureaux régionaux de la sécurité civile de la Montérégie et de l'Estrie est importante pour mes citoyens. Je désire aussi vous rappeler que Saint-Jean-sur-Richelieu agit à titre de pôle stratégique, sur le plan de la défense nationale, notamment, en raison de la présence du Collège militaire et de la Garnison des Forces armées. Notre proximité avec la frontière des États-Unis est un autre élément qui milite en faveur du maintien de la direction de la sécurité civile à Saint-Jean-sur-Richelieu.

Le 11 août dernier, dans une lettre vous étant adressée, j'exprimais des craintes liées à un possible déménagement des bureaux régionaux de la sécurité civile de la Montérégie et de l'Estrie. À la suite de cette correspondance, votre directeur de cabinet m'a informé, le 5 octobre dernier, que « le ministère entend maintenir la qualité du soutien offert auprès des municipalités et des citoyens du comté ». Or, il n'est jamais mentionné que le déménagement des bureaux régionaux n'est pas envisagé. Je désire donc vous donner l'occasion de répondre clairement à ma question.

- Est-ce que vous avez l'intention de déménager à l'extérieur de Saint-Jean-sur-Richelieu les bureaux régionaux de la sécurité civile de la Montérégie et de l'Estrie?

205) Mme Lamarre (Taillon) – **25 octobre 2016**
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

- Quel est l'âge médian des 289 605 personnes qui ont été inscrites à un médecin de famille entre le 1^{er} juin 2015 et le 23 septembre 2016?
- Quel est l'âge moyen des 289 605 personnes qui ont été inscrites à un médecin de famille entre le 1^{er} juin 2015 et le 23 septembre 2016?
- Quel est l'âge médian des 492 145 personnes qui étaient inscrites au guichet d'accès pour la clientèle orpheline en date du 23 septembre 2016?
- Quel est l'âge moyen des 492 145 personnes qui étaient inscrites au guichet d'accès pour la clientèle orpheline en date du 23 septembre 2016?

206) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **25 octobre 2016**

Au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Le mois dernier, j'ai rencontré les représentants d'Oriens Technologies, une entreprise créée en 2010 que l'on retrouve dans le parc industriel de Bécancour, et qui se spécialise dans la production d'un additif cimentaire fabriqué à partir de résidus industriels.

Au cours des dernières années, Oriens Technologies dit avoir conçu une solution environnementale révolutionnaire, innovatrice et sécuritaire pour la transformation de leurs résidus dédiés entièrement à l'enfouissement.

Ce procédé de valorisation des résidus générés par l'industrie de l'aluminium vient en substitution du ciment généralement utilisé dans les ouvrages de maçonnerie et permet de transformer les brasques usées en un laitier d'ingénierie granulé, pouvant ensuite être utilisé comme ajout cimentaire ou encore comme substitut d'agrégats naturels.

La technologie développée par l'entreprise de Bécancour est unique au Québec et elle est d'ailleurs très convoitée sur la scène internationale.

Malheureusement, les dirigeants d'Oriens sont en attente d'un renouvellement de ses permis environnementaux depuis plus de deux ans maintenant.

Son permis d'essai étant arrivé à échéance en juillet 2014, Oriens Technologies a aussitôt entamé des discussions avec le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) pour obtenir les autorisations nécessaires afin de poursuivre ses activités en lien avec sa nouvelle technologie, procéder à l'acquisition de nouveaux équipements et procéder à la conquête de marchés extérieurs.

Nous sommes en octobre 2016 et l'entreprise est toujours dans un bras de fer insoutenable et interminable avec le ministère. Face à la paperasse démesurée et à la lenteur administrative, l'entreprise a été forcée de suspendre ses opérations en août dernier. Une cinquantaine d'emplois de qualité sont en jeu dans notre région.

Les dirigeants d'Oriens Technologies ne demandent que le strict minimum :

- une collaboration adéquate;
- un traitement équitable;
- une émission des permis environnementaux dans les délais prescrits et raisonnables.

En effet, l'entreprise va même jusqu'à déclarer être la cible de certains fonctionnaires de la division régionale du MDDELCC à Nicolet.

Entre autres choses, le directeur régional par intérim de l'analyse et de l'expertise de la Mauricie et du Centre-du-Québec ainsi que l'analyste de la demande de permis ont écrit dans une correspondance qu'« à l'heure actuelle, la démonstration d'un marché existant pour les produits issus de votre traitement est absente ».

Cette déclaration est très surprenante, puisque d'autres projets semblables à celui d'Oriens ont été approuvés par le passé, selon l'entreprise, comme Nova Pb. L'entreprise déplore également que des fonctionnaires veuillent soumettre le projet d'Oriens Technologies à certaines exigences dont n'ont pas été soumis d'autres joueurs de l'industrie.

Face à ces allégations, Oriens Technologies a confié divers mandats d'assistance technique à certaines firmes afin de valider le bien-fondé des avis de non-conformité et de confirmer la conformité des activités.

Il y a eu ensuite de nombreuses correspondances entre les représentants d'Oriens et ceux du MDDELCC. Des échanges et rencontres ont même eu lieu avec le cabinet de la sous-ministre sans que le dossier ne trouve une sortie de crise.

Le Québec et le Canada sont des importateurs nets de ce type d'ajouts cimentaires, que ce soit des laitiers de haut fourneau, des cendres volantes ou des fumées de silice. Il existe donc, ici même, un besoin déjà existant.

Le ministre conviendra tout comme moi que le développement économique régional est essentiel à la prospérité du Québec. Ce n'est pas en mettant des bâtons dans les roues de nos entrepreneurs, qui veulent contribuer à l'épanouissement économique du Québec, que l'on réussira à faire face aux défis posés par la conjoncture économique actuelle.

Le ministre peut-il me fournir des réponses aux questions suivantes :

- Quelles sont les raisons exactes expliquant les délais énormes en lien avec le renouvellement de permis d'Oriens Technologies?
- Quand exactement a-t-il été mis au fait du dossier et de ses complications?
- Compte tenu du blocage qui persiste dans le dossier Oriens Technologies entre les dirigeants et le bureau régional du MDDELCC, compte-t-il prendre le dossier personnellement en main et tenir une rencontre avec les représentants de l'entreprise?

207) M. Lemay (Masson) – **1^{er} novembre 2016**
À la ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation

La semaine dernière, j'ai rencontré avec mon collègue de Beauce-Nord le maire de Saint-Lambert-de-Lauzon concernant un projet d'implantation d'une usine de traitement des matières résiduelles par gazéification à haute température dans sa municipalité, à l'intérieur du parc industriel de sa municipalité.

Son projet d'ensemble, intitulé PHARE, consiste en un complexe industriel, composé :

- d'un centre de tri de matières résiduelles;
- d'une usine de traitement par gazéification des déchets ultimes ou non recyclables;
- de serres pour la culture biologique de fruits et de légumes variés.

Ce complexe unique deviendrait le lieu d'une synergie innovatrice permettant d'atteindre une très grande efficacité énergétique globale, un rendement des cultures en serre optimal et inégalé et une réutilisation et un recyclage complet des matières résiduelles, sans enfouissement et sans émissions.

Il pourrait ainsi avoir des répercussions environnementales positives, en réduisant de façon substantielle le coût de disposition des déchets ultimes, actuellement enfouis et incinérés, par l'achat d'une infrastructure de traitement de déchets par gazéification.

Des retombées économiques majeures pour la région sont également possibles, notamment la création d'une centaine d'emplois permanents dans le secteur de la gestion des matières résiduelles et de la pétrochimie.

Malheureusement, le maire se bute à plusieurs obstacles, notamment au ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques ainsi qu'à RECYC-Québec.

La ministre pourrait-elle s'engager, par écrit, à rencontrer le maire de Saint-Lambert-de-Lauzon, afin d'analyser avec tout le sérieux qu'il se doit sa proposition d'usine de traitement des matières résiduelles par gazéification à haute température?

Pourrait-elle m'indiquer si des rapports et études ont été réalisés au cours des dernières années concernant les avantages d'une telle usine et de son procédé, tant sur le plan environnemental qu'économique?

Finalement, la ministre peut-elle m'indiquer si le projet du maire de Saint-Lambert-de-Lauzon est considéré par son gouvernement? Si oui, quels sont les prochains gestes que le gouvernement entend poser en vue de sa réalisation?

208) M. Roy (Bonaventure) – **1^{er} novembre 2016**
Au ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs

L'Agence régionale de mise en valeur des forêts privées du Bas-Saint-Laurent avait mis en œuvre un programme appelé « Programme de redéfinition d'emploi » dans le but d'offrir aux travailleurs forestiers des conditions de travail qui tiendraient compte des conditions exigeantes du métier d'ouvrier sylvicole. Il était question de journées flottantes leur permettant de s'absenter occasionnellement de leur travail pour des raisons notamment de santé, familiales ou climatiques, sans affecter leur rémunération. Une autre mesure avait été instaurée afin de compenser les ouvriers pour la complexité du travail d'abatteur manuel et l'obligation de posséder une certification pour exercer ce métier. Cette reconnaissance était calculée sous forme de bonification du salaire et représentait environ 10 \$ par jour. Le métier d'ouvrier sylvicole est un des seuls métiers pour lesquels la rémunération est uniquement basée sur la production (taux au plant, à l'hectare ou au mètre cube de bois coupé). À cela s'ajoutent les conditions de travail difficiles : chaleur, froid, pluie, moustiques, terrains accidentés.

Voilà qu'une directive de votre ministère, émise au début de l'année 2016, nous informait de l'abolition de ces mesures. On a formellement interdit à l'Agence régionale de mise en valeur des forêts privées de conserver et de payer les ouvriers sylvicoles dans le cadre du Programme de redéfinition d'emploi.

- Le ministre peut-il nous expliquer les raisons qui justifient la modification de l'engagement pris par son gouvernement lors du Rendez-vous 2011 de la forêt privée, qui garantissait que les nouveaux taux octroyés pour les travaux sylvicoles, à la suite de l'adoption de la nouvelle grille de taux, n'auraient aucune incidence sur la qualité et les conditions d'emploi des travailleurs sylvicoles?
- Le ministre peut-il rassurer ces hommes et ces femmes qui travaillent à rendre plus productive la forêt, le moteur économique de notre belle région, en leur garantissant le maintien du Programme de redéfinition d'emploi, non seulement pour la saison 2016, mais aussi pour les années suivantes? L'incidence est majeure sur la rémunération de ces travailleurs, représentant une baisse d'environ 1200 \$ annuellement. Leur revenu moyen est de 25 000 \$ et ceux-ci doivent assumer des frais importants pour mener à bien leur mandat. Le ministre peut-il rapidement émettre une directive qui vienne corriger cette situation?

209) M. Pagé (Labelle) – **2 novembre 2016**

À la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie

Le 23 septembre dernier, le gouvernement du Québec a présenté une Politique gouvernementale de prévention en santé.

Dans le communiqué du gouvernement qui a été publié à cette occasion, il est mentionné que « le gouvernement investira 76,1 M \$ au cours des 10 prochaines années ».

Nous désirons obtenir la ventilation de cette somme par année et par ministère.

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 1^{er} novembre 2016
Loi sur les laboratoires médicaux, les centres de services orthopédiques et les centres de physiologie respiratoire exploités par une entité autre qu'un établissement de santé et de services sociaux – *ministre de la Santé et des Services sociaux*.

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS